

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/ZAF/6
G/SCM/Q1/ZAF/6
14 mai 2004

(04-2147)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions complémentaires concernant les réponses¹ aux questions posées par
les ÉTATS-UNIS² au sujet de la notification de l'AFRIQUE DU SUD³

La communication ci-après, datée du 13 mai 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

1. Question générale

En réponse aux questions n° 8, 11, 18 et 19 des États-Unis, l'Afrique du Sud a déclaré que les réponses aux questions des États-Unis étaient régies par des "mesures", des "documents directifs internes", des "directives internes" et des "principes directeurs". L'Afrique du Sud n'a décrit ni le statut juridique de ces documents ni leur contenu précis.

Question complémentaire

Ces déclarations de politique sont-elles à la disposition du public ou à la disposition des parties intéressées d'une autre manière? Veuillez fournir des citations officielles et, si elle est disponible, l'adresse Internet où ces déclarations de politique peuvent être consultées. Quel est le processus pour la promulgation de ces déclarations de politique? Si l'autorité administrante estime qu'une telle déclaration de politique n'est pas appropriée dans un cas particulier, peut-elle refuser d'appliquer la politique? Dans l'affirmative, l'autorité est-elle tenue de donner une explication raisonnée? L'Afrique du Sud entend-elle notifier ces déclarations aux Comités? Si l'Afrique du Sud affirme qu'elle n'est pas formellement tenue de notifier ces déclarations aux Comités, nous prions l'Afrique du Sud de décrire sa politique en répondant aux questions pertinentes ci-après.

2. Question initiale n° 1 a)

Y a-t-il dans la législation sud-africaine, en dehors de la définition de l'expression "exportation subventionnée" qui figure à l'article 32 2) c) de la Loi sur l'administration du

¹ G/ADP/Q1/ZAF/5–G/SCM/Q1/ZAF/5.

² G/ADP/Q1/ZAF/3–G/SCM/Q1/ZAF/3.

³ G/ADP/N/1/ZAF/2–G/SCM/N/1/ZAF/2.

commerce international, d'autres dispositions prévoyant comment identifier les subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires et calculer les avantages qu'elles confèrent?

Réponse de l'Afrique du Sud

Actuellement, la seule législation qui le permet est la Loi sur l'administration du commerce international; le règlement relatif aux exportations subventionnées est encore en cours d'élaboration. Toutefois, le Règlement antidumping énonce les procédures à suivre dans les enquêtes en matière de droits compensateurs.

Question complémentaire

Les procédures antidumping énoncées dans le Règlement antidumping pourraient certes fournir des orientations procédurales pour certains aspects des enquêtes en matière de droits compensateurs, mais nombre de ces procédures visent spécifiquement les enquêtes antidumping. Par exemple, l'article 23 fournit des orientations détaillées concernant les aspects des allégations de dumping qui doivent figurer dans la requête, mais cela ne donne aucune indication quant au type de renseignement à fournir dans une requête aux fins de l'imposition de droits compensateurs. En attendant la publication d'un règlement sur les droits compensateurs, quels sont les renseignements qui devront figurer dans une telle requête? Quand l'Afrique du Sud prévoit-elle de publier un règlement sur les droits compensateurs?

3. Question initiale n° 1 b)

Ni la loi, ni le Règlement antidumping ne paraissent exiger que, avant l'imposition de droits compensateurs, il soit constaté qu'une contribution financière confère un avantage ou constitue une subvention spécifique, comme l'exige l'article premier de l'Accord SMC. Veuillez expliquer comment l'Afrique du Sud entend se conformer à cette disposition.

Réponse de l'Afrique du Sud

La Commission et les autres responsables en la matière se réfèrent à l'Accord de l'OMC pour apporter des précisions en cas de lacunes dans la législation nationale.

Question complémentaire

En pareil cas, l'Accord de l'OMC aura-t-il priorité sur le Règlement antidumping? Les juridictions sud-africaines appliqueront-elles l'Accord de l'OMC pour clarifier les lacunes de la législation sud-africaine?

4. Question initiale n° 3

L'article 34.3 de la loi dispose que, "[e]n établissant une détermination finale au titre des paragraphes 1) ou 2) b), la Commission:

- a) **doit informer le requérant par écrit de cette détermination; et**
- b) **peut, si elle a déterminé que les renseignements ne sont pas de nature confidentielle ou ne devraient pas être considérés comme confidentiels à un titre différent, signaler au requérant que les renseignements ne seront pas pris en compte dans la détermination du bien-fondé d'une demande ou d'une autre question à l'examen".**

Si le requérant est informé que ces renseignements ne seront pas considérés comme confidentiels, sera-t-il autorisé à en présenter une version publique satisfaisante?

Réponse de l'Afrique du Sud

L'article 34.3 b) concerne les cas où une partie refuse de fournir les renseignements dans une version non confidentielle et où la Commission constate qu'il n'y a pas de motifs justifiant le traitement confidentiel.

Question complémentaire

Si le requérant est informé que la Commission n'a trouvé aucun motif valable de traiter les renseignements comme confidentiels, de quelles options dispose le requérant s'il ne veut pas que les renseignements soient divulgués en tant que renseignements non confidentiels? La possibilité sera-t-elle donnée au requérant de présenter à nouveau les renseignements sous une forme qu'il estime convenir aux fins de leur divulgation en tant que renseignements non confidentiels?

5. Question initiale n° 8

L'article 20 du Règlement antidumping dispose que les enquêtes et réexamens devront tous avoir pris fin dans un délai de 18 mois suivant leur ouverture. Quelles dispositions l'Afrique du Sud entend-elle prendre pour terminer les enquêtes dans un délai d'un an "sauf circonstances spéciales", comme le prévoit l'article 5.10 de l'Accord antidumping?

Réponse de l'Afrique du Sud

Il existe des mesures qui, bien qu'elles ne soient pas de nature législative, sont déjà en vigueur pour faire en sorte que les enquêtes soient rapidement terminées.

Question complémentaire

Voir la question n° 1 ci-dessus. Veuillez décrire les mesures mentionnées, ainsi que la façon dont elles répondent aux prescriptions de l'article 5.10.

6. Question initiale n° 11

La loi sud-africaine telle qu'elle a été notifiée ne paraît pas comprendre les garanties procédurales concernant les enquêtes (vérifications) sur place prévues à l'Annexe I et à l'article 6.7 de l'Accord antidumping, et à l'Annexe VI et à l'article 12.6 de l'Accord SMC. Veuillez expliquer comment l'Afrique du Sud entend se conformer à ces obligations.

Réponse de l'Afrique du Sud

Il existe des documents directifs internes qui assurent la conformité avec ces dispositions.

Question complémentaire

Voir la question n° 1 ci-dessus. Veuillez décrire les documents directifs internes mentionnés, ainsi que la façon dont ils assurent la conformité à l'Annexe I et à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à l'Annexe VI et à l'article 12.6 de l'Accord SMC. De plus,

l'Afrique du Sud a déclaré à la réunion d'avril du Comité antidumping que la Loi sur les douanes et l'accise confère à l'administration des douanes le pouvoir de prendre les décisions ressortissant à la Loi sur l'administration du commerce international. Quand l'Afrique du Sud entend-elle notifier cette loi au Comité antidumping?

7. Question initiale n° 14

L'article 33 du Règlement antidumping fixe l'échéancier des mesures provisoires, mais il ne semble pas y avoir de disposition correspondante en ce qui concerne les constatations préliminaires. Quel lien y a-t-il entre les "constatations préliminaires" visées à l'article 34.1 et les mesures provisoires prises en vertu de l'article 33? Y a-t-il des circonstances dans lesquelles des mesures provisoires pourraient être imposées avant la publication des constatations préliminaires ou la communication du rapport préliminaire? En particulier, l'article 32.1 du règlement permet-il d'imposer des mesures provisoires avant la détermination préliminaire dans le cadre d'une détermination sur la base des données de fait disponibles?

Réponse de l'Afrique du Sud

Aucune mesure provisoire ne peut être appliquée avant une constatation préliminaire positive de l'existence d'un dumping dommageable.

Question complémentaire

L'article 33.3 semble spécifier que les mesures provisoires peuvent être prorogées jusqu'à neuf mois sur la demande de tout exportateur intéressé. Comment cela est-il compatible avec l'article 7.4 de l'Accord antidumping, qui dispose que de telles demandes doivent émaner d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux échanges en cause?

8. Question initiale n° 18

Le Règlement antidumping tel qu'il a été notifié ne paraît comprendre aucune des garanties procédurales prévues à l'Annexe II de l'Accord antidumping concernant l'utilisation des renseignements fournis en application de l'article 6.8 de l'Accord. Veuillez expliquer comment la loi sud-africaine s'accorde avec cette obligation découlant de l'Accord antidumping.

Réponse de l'Afrique du Sud

Au moyen de directives internes.

Question complémentaire

Voir la question n° 1 ci-dessus. Veuillez décrire les directives internes mentionnées, ainsi que la façon dont elles assurent la conformité à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping.

9. Question initiale n° 19

Le Règlement antidumping tel qu'il a été notifié ne paraît pas contenir de dispositions se rapportant aux prescriptions de l'article 5.8 de l'Accord antidumping et de l'article 11.9 de l'Accord SMC qui prévoient la clôture des enquêtes dans les moindres délais lorsque les éléments de preuve relatifs au dumping/subventionnement ou au dommage ne sont pas suffisants, lorsque le montant du dumping/de la subvention est *de minimis* ou lorsque le volume

des importations faisant l'objet d'un dumping/subventionnées ou le dommage, est négligeable. Veuillez indiquer comment ces prescriptions seront respectées.

Réponse de l'Afrique du Sud

Il existe des principes directeurs qui traitent de ces questions. Les questions du volume négligeable et des marges *de minimis* sont abordées lors de l'examen au fond ainsi que pendant les phases préliminaire et finale de l'enquête.

Question complémentaire

Voir la question n° 1 ci-dessus. Veuillez décrire les principes directeurs mentionnés, ainsi que la façon dont ils assurent la conformité à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord SMC.
